

Notre-Dame-des-Landes à l'ordre du jour du Conseil des ministres

17 janvier 2018

L'aménagement numérique des territoires.

PARTIE D // ECHANGES

Point présenté par :

- le ministre d'État, ministre de l'intérieur
- le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire
- la ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire chargée des transports

Echanges sur Notre-Dame-des-Landes.

Un point d'« *échanges sur Notre-Dame-des-Landes* » est inscrit à l'ordre du jour du Conseil des ministres de ce mercredi 17 janvier. Le gouvernement se retrouve mercredi matin à l'Élysée autour du président Emmanuel Macron à l'occasion du Conseil des ministres. La décision pourrait y être prise et annoncée dans la foulée. Si le verdict ne devait finalement pas être dévoilé mercredi, il le sera dans les tout prochains jours.

Des sources concordantes ont confirmé à plusieurs médias que le Premier ministre devait annoncer, ce mercredi, après le Conseil des ministres, la décision du gouvernement concernant le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Forces de l'ordre, services de l'État et élus se tiennent prêts pour ce mercredi, à la mi-journée.

Des camions des forces de l'ordre ont été aperçus hier sur les routes en direction de Notre-Dame-des-Landes, Nantes et Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). De nombreuses chambres d'hôtels destinées à les héberger auraient également été réservées dans les environs.

Sept escadrons de gendarmerie mobile sont attendus mercredi sur place, selon une source proche du dossier citée par l'AFP, avec pour objectif de quadriller la zone et procéder à des contrôles afin d'éviter l'arrivée de renforts dans la Zad. Plusieurs compagnies de CRS seront elles à Nantes et Rennes afin d'assurer le maintien de l'ordre en cas de manifestations, selon la même source.

Edouard Philippe, qui a rencontré plus de 100 élus de l'ouest depuis dix jours et s'est rendu discrètement samedi à Notre-Dame-des-Landes, se chargera d'annoncer lui-même la décision. A huis clos devant les députés LREM, Edouard Philippe a reconnu qu'après ces consultations, il n'était « *pas forcément plus facile de se prononcer* ». « *Quelle que soit la réponse, elle sera mauvaise* » car elle fera des mécontents, a-t-il admis.

Sur Twitter, le député insoumis Loïc Prud'homme s'est dit « *inquiet du déroulement de la journée, épilogue annoncé du dossier Notre-Dame-Des-Landes. Les annonces belliqueuses répétées du gouvernement me font craindre le pire* ».

➔ Inquiet du déroulement de la journée, épilogue annoncé du dossier #NDDL ➔ les annonces belliqueuses répétées du gvt me font craindre le pire. J'invite @EmmanuelMacron à calmer son ministre de l'intérieur & à prendre le temps de régler pacifiquement l'abandon du projet.

— Loïc Prud'homme (@Prudhomme2017) 17 janvier 2018

Le député LREM Matthieu Orphelin a rappelé quant à lui qu'il fallait « *un retour à l'Etat de droit. C'est possible sans violence. Il faut des premiers signes immédiats (nettoyage RD281) et un peu de temps pour définir collectivement grand projet agricole et un retour cadre légal pour activités expérimentales* ».

Oui, il faut un retour à l'Etat de droit à #NDDL. C'est possible sans violence. Des 1^{ers} signes immédiats (nettoyage RD281) et un peu de temps pour définir collectivement grand projet agricole + retour cadre légal pour activités expérimentales. @josebove <https://t.co/nlQcHVBvPu>

— Matthieu ORPHELIN (@M_Orphelin) 17 janvier 2018

Les opposants au projet d'aéroport se préparent également à cette décision : **plusieurs dizaines de rassemblements sont prévus à travers la France** en cas d'expulsion de la Zad.

- **Sources** : Romandie et Twitter.

Lire aussi : Gérard Collomb annonce une évacuation « des éléments les plus radicaux »

- Emplacement : Accueil > Editorial > Brèves >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Notre-Dame-des-Landes-a-l-ordre-du-jour-du-Conseil-des-ministres>